

## *Journalistes dans des zones de conflit*

**« Le fait d'être devenus des objectifs de guerre signifie que nous faisons bien notre travail. Le succès de la couverture médiatique en Syrie est qu'aujourd'hui, aucun gouvernement ne peut se permettre une photo avec Al Assad ».**

**ENTRETIEN** avec *M. Marginedas, J. Espinosa et R. G. Vilanova* par *Jordi Bertran*

**U**ne captivité de six mois peut ne pas entamer ton engagement vis-à-vis du travail qui t'a conduit à être enlevé. C'est du moins le cas des trois journalistes espagnols retenus en Syrie jusqu'à leur libération au mois de mars dernier. Les reporters Marc Marginedas (*El Periódico de Catalunya*) et Javier Espinosa (*El Mundo*), ainsi que le fameux photographe freelance Ricard García Vilanova, n'ont pas hésité au moment d'affirmer que ceux qui souffrent en Syrie ce sont les civils et que ce qui leur est arrivé ne représente qu'un simple incident. La légèreté avec laquelle ils traitent leur dure expérience n'est pas étonnante au vu de la liste de conflits qu'ils ont couvert : la guerre du Golfe, la guerre des Balkans, le génocide du Rwanda, la révolte armée en Libye, la guerre civile en Algérie ou la violence au Darfour, entre autres. Un travail récompensé cette année par de nombreux prix et reconnaissances.

**AFKAR/IDEES :** *Vous avez tous trois été témoins des mobilisations et de la répression en Syrie, ainsi que de la guerre ouverte qui s'en est suivie. Après presque quatre ans de conflit, plus de 200 000 morts et pratiquement la moitié de la population déplacée face à l'inaction de la communauté internationale, comment interprétez-vous le fait que finalement une intervention ait été entreprise sous la direction des USA ?*

**JAVIER ESPINOSA :** Ce n'est pas là une solution et, quoi qu'il en soit, entraîner et former une opposition armée

contre Bachar al Assad prendrait trop de temps. En plus il n'existe aucune force modérée selon les paramètres occidentaux ; il existe des forces islamistes nationalistes, comme Suqur al Sham ou Ahrar al Sham, mais les USA ne vont pas collaborer avec eux et, même si je pense qu'ils représentent une alternative viable. Armer des groupes rebelles est une chimère qui va prendre des années et des années.

**RICARD GARCÍA VILANOVA :** Franchement, je ne vois pas de solution à court et moyen terme. Maintenant il est trop tard pour agir, surtout de cette façon.

**MARC MARGINEDAS :** Effectivement, c'est en 2011 qu'il fallait intervenir. Les bombardements actuels ne vont rien résoudre. Et les stratégies de plus longue portée ne peuvent pas impliquer la réhabilitation du régime d'Al Assad, qui a entièrement perdu sa légitimité avec ce qu'il a fait ces trois dernières années. Il faudrait concevoir une stratégie à long terme, qui soit inclusive et puisse éloigner les sunnites de l'idée selon laquelle la solution peut passer par le groupe État islamique.

**A/I :** *Contrairement à Al Qaida, l'appareil de propagande de l'EI – Al Hayat Media Center – offre une production soignée qui idéalise les combattants. Doit-on contrecarrer ces campagnes même au risque de leur offrir une plus grande publicité ?*

**J.E. :** Nous devons insister sur le fait que les militants de Daesh sont tout aussi

islamistes que je suis supporter de football, sport qui ne m'intéresse absolument pas. Ce sont des radicaux qui s'abritent derrière l'islam pour accéder au pouvoir. De plus, leur vision est plus apocalyptique que religieuse. Ils croient que plus il y aura d'apocalypse, mieux cela sera, car ils sont les élus et ils iront au paradis. C'est là un point qui a plus à voir avec le pouvoir et la folie. Il s'agit simplement d'une milice, en aucun cas d'un État. Nous devons aussi tenir compte de l'énorme frustration accumulée dans le monde arabe qui peut maintenant, après des dizaines d'années, se canaliser vers des positions antisystèmes. Auparavant certains jeunes devenaient punks, maintenant ils se joignent à l'EI. Lorsque l'on a interrogé certains d'entre eux pour savoir pourquoi ils font partie de cette milice, ils ont répondu : « Ils assurent ! ».

**A/I :** *Pensez-vous que les tensions sectaires sont en train de conduire à la décomposition de la carte politique du Moyen-Orient fixée en début de siècle ?*

**M.M. :** J'ignore à quel point la communauté internationale va pouvoir maintenir les frontières fixées après la chute de l'empire ottoman. Et qui sait si les kurdes n'obtiendront pas leur propre État pour compenser l'effort de guerre qu'ils sont en train d'effectuer.

**J.E. :** L'héritage le plus significatif des *printemps arabes* sera la décomposi-

# « Dès que nous nous accoutumerons à la guerre en Syrie, nous échouons en tant que société »

MARC MARGINEDAS



**Rebelles de l'Armée libre syrienne, pendant la bataille d'Alep en 2012.** / RICARD GARCÍA VILANOVA

tion de la carte coloniale. Les occidentaux pensaient qu'elle aurait pu se perpétuer, mais aujourd'hui, certains pays n'existent plus. C'est une vue de l'esprit que de regarder la Syrie, l'Irak, la Libye ou le Liban comme des entités uniques. Les frontières fixées dans l'accord de Sykes-Picot sont tombées.

**A/I :** *Pensez-vous que le risque de voir le gouvernement disparaître et l'instabilité augmenter va continuer en Libye ?*

**J.E. :** Oui, car en Libye le problème original de chaos et d'essor de l'islamisme

auquel nous assistons est plus profondément enraciné. Les dictateurs de la région, appuyés ou du moins tacitement ratifiés par l'Occident, ont détruit les couches sociales, ainsi donc, au moment où ils ont été renversés, il n'existait pas de classe sociale moyenne, ni d'ONG, ni une strate sociale pour consolider l'État ; sauf en Tunisie. Et le vide qu'ils ont laissé derrière eux, ce sont les radicaux qui l'ont occupé. La Libye est un conglomérat de villes et de milices, avec des villes comme Derna, qui se sont jointes à l'EI. C'est pourquoi personne ne peut traverser le pays d'un but à l'autre.

**M.M. :** Nous ne pouvons pas parler d'un État failli. Je crois que la communauté internationale ne peut pas se permettre une autre Syrie. De plus, elle a beaucoup investi dans l'opération contre Kadhafi et elle a appris en Syrie ce qu'implique l'inaction, elle essaye donc que ce pays ne déraile pas.

**A/I :** *L'élan démocratique du 'Printemps arabe' ne semble résister qu'en Tunisie, tandis que la déception semble s'installer dans les autres pays. L'Égypte est un exemple clair du retour à des formes autoritaires. Pensez-vous que*

# Armer et entraîner des groupes rebelles modérés en Syrie est une chimère qui demande beaucoup d'années

JAVIER ESPINOSA



AFKAR/IDEES s'est entretenu avec Marginedas, Espinosa et García Vilanova après la présentation de la Fondation James Foley à Barcelone à la mi-octobre./J.B.

*les personnes que vous avez connues lors de vos reportages vont maintenir vivante la flamme du changement ?*

**J.E. :** Le phénomène le plus intéressant de ces deux dernières années est que la plupart des activistes sociaux se sont mariés. Ils ont décidé de fonder une famille, et bon nombre d'entre eux sont partis en exil. En Syrie, en particulier. En Égypte, il existe aussi un énorme désenchantement. Ils pensaient que l'Occident allait les appuyer et il ne l'a évidemment pas fait. Alors qu'ils cherchaient plus de liberté et de justice, ils doivent maintenant affronter une situation pire, d'abord le chaos et ensuite la dictature.

**R.G. :** Moi je peux parler de la Libye, où il est clair qu'ils vivent avec une

profonde tristesse la situation de violence actuelle, après tant de morts.

**M.M. :** En ce qui concerne la Tunisie, l'espoir persiste car il s'agit d'un pays semblable, selon moi, à l'Espagne de la moitié des années soixante-dix. Un pays relativement développé, avec une ample classe moyenne, où nous allons assister à la transition démocratique d'un président à un autre dans un pays arabe. Cela montre que les islamistes ont accepté l'alternance. En Égypte, le pessimisme s'étend et nous assistons à une contre-révolution.

En Algérie, il existe de nombreuses inconnues sur ce qui va se passer après la mort d'Abdelaziz Bouteflika. Il s'agit de l'un des pays les plus avancés de la région, avec une grande conscience citoyenne, critique vis-à-vis du régime.

Ils craignent une transition sans contrôle, mais le jour où Bouteflika disparaîtra, j'en confie sur le dynamisme des partis politiques, des médias et de la société civile. En définitive, je pense qu'avec les révolutions de 2011, on est passé à quelque chose de plus transcendant : le peuple arabe n'est plus un sujet mais un citoyen, avec les mêmes revendications qu'en Occident: dignité, bonne gouvernance, persécution de la corruption...

**A/I :** Dans son livre *'Periodismo en el campo de batalla'* (RBA, 2012), Marc démythifie la figure du correspondant de guerre. Cependant, ne s'agit-il pas d'une figure plus nécessaire que jamais face au bruit médiatique et la propagande actuels dans les zones de conflit?

# Nous voulons provoquer un changement, surtout lorsque nous couvrons des zones cachées aux médias

RICARD GARCÍA VILANOVA

**J.E. :** Je ne pense pas que ce soit aussi grave que cela. Avec l'avalanche de sources d'information, tout est dénaturé, et même s'il y aura toujours quelqu'un pour s'intéresser à ces questions et préférant une information équilibrée plutôt que celle des activistes, l'importance que pouvait avoir il y a 30 ans l'article d'un journaliste renommé est actuellement moindre. De plus, dès l'instant où les médias ont décidé de se rapprocher des réseaux sociaux, avec beaucoup d'information ouverte et très spectaculaires, la débâcle est servie. Je crois qu'il s'agit d'une stratégie suicidaire. L'information a un coût.

**R.G. :** Nous sommes de simples transmetteurs d'information. Nous voulons que cela provoque un changement, en particulier lorsque nous couvrons des zones qui, malgré la capacité actuelle de quiconque à enregistrer des images, peuvent rester occultées.

**M.M. :** Je pense que la figure du correspondant de guerre est importante si nous ne perdons pas de vue le véritable objectif de notre travail, prêter une voix à ceux qui n'en ont pas.

**A/I :** *Dans votre cas, cela peut vous conduire à un enlèvement et à mettre votre vie en danger. Diriez-vous que les risques sont maintenant plus importants pour les journalistes dans des zones de conflit comme la Syrie ?*

**M.M. :** Le fait d'être devenus des objectifs de guerre signifie que nous faisons bien notre travail. Personne ne prendrait la peine de se déranger si on ne pensait pas que notre travail est important et qu'il a ses effets. L'un des grands succès de la couverture médi-

atique en Syrie est que, quelles que soient les brutalités commises par l'EI, aucun gouvernant ne peut se permettre aujourd'hui une photo tendant la main à Al Assad. Ce qui s'est passé en Algérie il y a 20 ans, avec un régime réhabilité bien qu'il ait suspendu des élections démocratiques et commis des abus massives dans la lutte contre les insurgés, ne peut pas se répéter. Pour lors, la presse n'avait pas la force qu'elle a aujourd'hui.

**J.E. :** Je ne pense pas que les risques soient plus importants qu'auparavant. Au Vietnam, j'ai visité un musée où étaient enregistrés les journalistes morts pendant le conflit, mais j'ai vite découvert qu'il ne s'agissait que de journalistes étrangers ou qui travaillaient pour des agences internationales. On dirait que les autres, la grande majorité de journalistes locaux morts, n'existaient pas. Maintenant, dans la société globale où nous vivons, nous connaissons les noms de tous ceux qui périssent. Ainsi, je ne pense pas que les risques soient plus importants. En Syrie, la différence repose peut-être sur le fait que maintenant ils enlèvent tout le monde : des journalistes, des activistes... C'est comme la « pêche miraculeuse » des FARC en Colombie ; ceux qui arrivaient à un checkpoint étaient enlevés.

**A/I :** *Les conflits ne sont traités dans les médias généralistes et traditionnels que jusqu'à ce qu'un nouveau surgisse ou lorsque le conflit en question s'éternise et que l'on considère qu'il n'y a pas de changements au-delà d'un flot continu de morts. Comment vivez-vous cette situation, vous qui êtes des témoins de première ligne ? Peut-on changer cette dynamique ?*

**J.E. :** Les médias font partie d'un système de consommation, où tout est régi par l'offre et la demande, et où malheureusement l'on change de sujet pour ne pas ennuyer les lecteurs. D'un autre côté, la couverture médiatique internationale fluctue aussi selon les intérêts, en particulier des USA et de sa puissante industrie médiatique. Ainsi, l'on ne parle pas des catastrophes aux proportions terribles en Afrique ou au Yémen, car elles ne sont pas stratégiquement importantes, alors que la Syrie l'est. C'est pour cela que les médias américains se concentrent sur ces sujets et tout le monde les suit. Je ne dis pas qu'il faut les ignorer, mais nous devrions aussi traiter l'activisme chiite au Bahreïn ou la répression de la révolte chiite en Arabie saoudite. Là, par contre, silence. Les médias sont devenus de plus des plateformes pour transmettre des messages. Nous le voyons en Syrie. Maintenant, le mal absolu c'est l'EI, on ne parle plus du régime de Damas. Un diplomate m'a avoué dernièrement que l'on n'écarte plus que d'ici un an l'on puisse assister à une alliance avec Al Assad pour combattre l'EI.

**M.M. :** L'opinion publique peut demander un changement, une nouveauté, mais la couverture des conflits ne doit pas être soumise aux modes médiatiques, surtout parce que l'on ne devrait pas permettre que des conflits comme le conflit syrien se produisent. Du point de vue d'une société démocratique, nous ne pouvons pas tolérer qu'aux portes de l'Europe il existe un pays avec plus de 200 000 morts et pratiquement la moitié de sa population réfugiée. Dès que nous nous y accoutumerons, nous aurons là un indicateur du fait que nous sommes en train d'échouer en tant que société. ■